



**GLOBAL
INITIATIVE**
AGAINST TRANSNATIONAL
ORGANIZED CRIME

LE BUSINESS DU KIDNAPPING

L'ECONOMIE CRIMINELLE
DANS L'EST DE LA RÉPUBLIQUE
DÉMOCRATIQUE DU CONGO

Justin Mwetaminwa | Marc-André Lagrange
Thierry Vircoulon

MAI 2023

REMERCIEMENTS

Les auteurs tiennent à remercier les habitants du Nord et du Sud-Kivu qui ont accepté d'être interviewés malgré les risques actuels. La présente recherche s'appuie sur les témoignages d'anciens otages et de leurs familles – dont certaines ont choisi de rester anonymes –, qui ont contribué à l'élaboration de ce document.

À PROPOS DES AUTEURS

Justin Mwetaminwa est un analyste indépendant basé à Bukavu, au Sud-Kivu. Il a travaillé pour la Mission des Nations unies en République démocratique du Congo et est actuellement consultant indépendant pour des ONG et des groupes de réflexion, dont l'Institut français des relations internationales.

Marc-André Lagrange est chercheur principal sur les conflits et les questions humanitaires et de sécurité en Afrique centrale. Auparavant, il a travaillé avec l'International Crisis Group (ICG) en tant qu'analyste principal et a passé plusieurs années en République démocratique du Congo, où il a exercé diverses fonctions. Il collabore fréquemment avec l'Institut français des relations internationales.

Thierry Vircoulon coordonne l'Observatoire de l'Afrique centrale et orientale de l'Institut français des relations internationales. Il a travaillé pour le ministère français des Affaires étrangères, la Commission européenne, l'International Crisis Group et l'Institut d'études politiques de Paris. Il a écrit de nombreux articles sur les questions de sécurité, de gouvernance et de développement en République démocratique du Congo.

© 2023 Global Initiative Against Transnational Organized Crime.

Tous droits réservés.

Aucune partie de cette publication ne peut être reproduite ou transmise, sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, sans l'autorisation écrite de la GI-TOC.

Couverture : © *Erberto Zani/Alamy Stock Photo*

Cartographie : *Geneve Hart*

Veuillez adresser vos demandes de renseignements à :
The Global Initiative Against Transnational Organized Crime
Avenue de France, 23
CH-1202 Genève
Suisse
www.globalinitiative.net

CONTENU

Introduction	1
Histoire d'un crime	2
Anatomie du crime en expansion dans les Kivus	4
Mode opératoire.....	6
Absence de réaction.....	9
Conclusion	12
Recommandations.....	13
Notes.....	15

RÉSUMÉ

Au cours des sept dernières années, le business du kidnapping s'est généralisé dans le Nord et le Sud-Kivu, en République démocratique du Congo (RDC). Cette pratique criminelle, qui n'est pas seulement l'œuvre des groupes armés, n'épargne aucune couche sociale et est devenue une forme ordinaire de délinquance.

La présente étude retrace la généalogie de cette pratique criminelle et montre comment le contexte politique incertain des années 2016-2018 a contribué à amplifier ce phénomène. L'analyse des cibles et du mode opératoire des ravisseurs met en lumière l'importance des systèmes de transfert d'argent par téléphone et la passivité des autorités policières et judiciaires. Certaines autorités, notamment militaires, sont même complices des kidnappings. Les Kivutiens se méfient donc des forces de sécurité et des communautés se sont mobilisées pour mettre la pression sur les autorités et pratiquent la justice populaire.

Le business du kidnapping est, en fait, le révélateur de la criminalisation des services de sécurité en général et du basculement d'une partie grandissante de la population dans une pratique criminelle qui relève de la logique de survie.

Les téléphones portables jouent un rôle fondamental dans les kidnappings, non seulement pour contacter les proches et négocier les rançons, mais aussi pour faciliter les transferts d'argent. Ceci démontre l'adaptation rapide des criminels à l'évolution technologique, y compris dans une société non industrialisée.

La proclamation de l'état de siège par le gouvernement en 2021 n'a pas fait diminuer la criminalité. Comme les kidnappings restent impunis dans le Nord et le Sud-Kivu, les communautés ont développé des stratégies d'adaptation qui peuvent aider à atténuer ce problème, mais ne peuvent pas le résoudre. Les communautés devraient s'organiser pour forcer le gouvernement à prendre des mesures contre les ravisseurs.



INTRODUCTION

Dans les provinces du Nord et du Sud-Kivu en République démocratique du Congo (RDC), une nouvelle forme de criminalité organisée s'est développée au cours des sept dernières années, aggravant le climat d'insécurité structurelle dans lequel vit la population : le kidnapping généralisé. Alors qu'ailleurs cette forme de criminalité vise habituellement l'élite,¹ dans ces deux provinces, elle s'attaque à toutes les couches de la population. Par ailleurs, elle commence à s'exporter dans d'autres provinces.²

Il est important de faire la distinction entre l'enlèvement et le kidnapping, car ce dernier est un enlèvement avec demande de rançon. L'enlèvement est une tactique criminelle bien ancrée dans la région en raison du grand nombre de groupes armés qui l'utilisent comme forme de recrutement forcé pour servir de main-d'œuvre et pour le combat.³ Ces recrutements forcés concernent principalement les jeunes hommes, adolescents, voire enfants, en milieu rural et ont des motivations variées : besoin de main-d'œuvre sur les sites miniers illégaux,⁴ besoin de pisteurs (qui aident les groupes armés à s'aventurer dans des territoires inconnus) et besoin de vrais et faux combattants. Depuis l'annonce du programme de Désarmement, Démobilisation, Relèvement communautaire et Stabilisation (P-DDRCS) le 5 juillet 2021,⁵ on assiste à une recrudescence des enlèvements de jeunes par les groupes armés du Nord-Kivu, qui cherchent à gonfler le nombre de leurs troupes.⁶ En outre, les enlèvements d'enfants peuvent parfois relever du trafic d'êtres humains ou du commerce d'organes.⁷

Par ailleurs, le kidnapping n'a été longtemps une menace que pour les étrangers dans l'Est de la RDC. En 2001, 26 employés d'une société thaïlandaise ont été pris en otage par un groupe de Mayi-Mayi – une milice communautaire – en réaction à la publication du rapport du groupe d'experts de l'ONU sur l'exploitation illégale des ressources naturelles en RDC.⁸ En 2016, des membres des ONG Save the Children et Solidarités, ainsi que des membres du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) ont été pris en otage dans le territoire de Rutshuru au Nord-Kivu.⁹ Et en 2018, des touristes ont été kidnappés dans le parc des Virunga au Nord-Kivu.¹⁰ Ces kidnappings visaient à rançonner des étrangers vulnérables et solvables. Cependant, bien que ces derniers continuent d'être ciblés, cette activité criminelle a évolué ces dernières années et s'est congolisée.

Cette étude explore l'évolution des kidnappings dans l'Est de la RDC, analyse les cibles des ravisseurs et le mode opératoire de ces derniers, et examine l'absence de réaction énergique de la part des forces de l'ordre face à ce crime. Ce document s'appuie sur des rapports de médias locaux et sur un large panel d'entretiens avec des policiers, des fonctionnaires, des magistrats et des avocats, des activistes de la société civile, des chercheurs locaux, des membres d'organisations internationales et



Après des mois de tensions, le directeur de la conservation Emmanuel de Merode retourne au parc national de Virguna, où deux touristes britanniques ont été kidnappés en 2018. © Brent Stirton/Getty Images

des victimes de kidnapping. Les témoignages de ces anciens otages, adultes et enfants, constituent la pierre angulaire de cette étude.

Histoire d'un crime

Dans le territoire de Rutshuru, la pratique du kidnapping s'est imposée à partir de 2012. En réaction à la rébellion pro-rwandaise du Mouvement du 23 mars (M23), qui a éclaté dans ce territoire début 2012 et qui a été vaincue fin 2013, l'armée congolaise (les Forces Armées de la République démocratique du Congo, FARDC) et ses supplétifs locaux, notamment les milices hutus Nyatura et affiliées, ont eu recours au kidnapping. En représailles contre le M23, l'armée et ses alliés ont lancé une campagne de kidnappings contre les notables locaux favorables à la rébellion.¹¹ Après la défaite du M23, le groupe armé hutu dirigé par Emmanuel Biriko Manoti n'ayant pas été satisfait de la rémunération de ses services par l'armée congolaise, a poursuivi cette activité lucrative pour son propre compte.¹²

Cette pratique s'est généralisée dans le territoire de Rutshuru, où les communautés hutu et hunde s'opposaient de longue date. Les kidnappings étaient principalement le fait de groupes armés, visaient des Congolais et bénéficiaient de complicités au sein de l'administration locale.¹³ Les autorités et les services de sécurité attribuaient ces enlèvements aux Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR). À partir de 2015, le territoire de Rutshuru est devenu le haut-lieu du kidnapping au Nord-Kivu.¹⁴ Le kidnapping est donc un sous-produit du conflit entre le M23 et l'armée congolaise : c'est dans ce contexte qu'il est devenu une forme tactique de violence dirigée contre des cibles congolaises.

Les années 2016 à 2018 ont constitué une nouvelle étape dans cette pratique criminelle. Au cours de cette période, la RDC a connu une crise politique, lorsque le gouvernement de Joseph Kabila refusa d'organiser les élections constitutionnellement prévues en 2016. Sous la pression nationale et internationale, celles-ci ont finalement eu lieu à la fin de l'année 2018. Dans cette crise politique,

les tensions entre le gouvernement, d'une part, et l'opposition et de nombreuses organisations de la société civile, d'autre part, ont été vives et ont conduit à plusieurs confrontations brutales.¹⁵

Dans ce contexte de polarisation entre les groupes pro et anti-Kabila et de répression politique, les kidnappings se sont multipliés au Nord et au Sud-Kivu, notamment dans les capitales de ces deux provinces, Goma et Bukavu. Les services de sécurité ont estimé que 158 enfants ont été kidnappés à Goma en 2017.¹⁶ Si les kidnappings n'ont alors épargné aucun groupe social, les politiciens et les membres des organisations de la société civile qui s'opposaient au refus du gouvernement d'organiser des élections étaient particulièrement ciblés.¹⁷ Goma et Bukavu étaient alors considérées comme des villes hostiles au gouvernement : l'une des principales associations en lutte contre le régime Kabila (La Lucha) était originaire de Goma, tandis que Bukavu et plus largement le Sud-Kivu sont considérés comme le berceau de l'activisme de la société civile en RDC.¹⁸

À Goma et à Bukavu, cette période sombre a marqué les mémoires locales. En effet, les ravisseurs visaient surtout les enfants – une cible facile – et certains otages étaient torturés et parfois assassinés, même après le paiement des rançons.¹⁹ Cette brutalité durant la période de report des élections a été perçue localement comme une tactique répressive du régime directement liée à la crise politique. L'avenir de nombreux politiciens étant incertain et la violence électorale une tactique politique bien ancrée, des acteurs politiques ont financé la création de leurs propres milices ou gangs. L'instrumentalisation politique des gangs urbains durant cette période, qui a été documentée et analysée à Kinshasa,²⁰ n'a pas épargné Goma et Bukavu. Les gangs créés par les politiciens auraient été à l'origine de nombreux kidnappings pour subvenir à leurs besoins. Cette période de crise politique a donc été déterminante dans la banalisation de la pratique du kidnapping dans l'Est de la RDC.



ANATOMIE DU CRIME EN EXPANSION DANS LES KIVUS

Tous les organismes locaux et internationaux chargés de monitorer la situation sécuritaire et les violations des droits de l'Homme dans les deux provinces s'accordent sur la généralisation de cette pratique criminelle. Bien que les données de ces organisations ne soient ni complètes ni harmonisées et que les familles des victimes dissimulent parfois ces crimes, des kidnappings sont signalés chaque jour au Nord et au Sud-Kivu. Dans et aux alentours de la petite ville de Bukoma (dans le territoire de Rutshuru), entre 2017 et 2020, Human Rights Watch avait documenté les enlèvements contre rançon d'environ 170 personnes lors de 23 incidents distincts.²¹ Selon des sources de la société civile, environ 700 kidnappings avaient été signalés dans le Sud-Kivu en 2020,²² et la route Baraka-Fizi-Minembwe est particulièrement propice aux kidnappings. De nombreux groupes armés maraudent le long de cet axe de 135 kilomètres, qui traverse une zone forestière difficile d'accès, où il y a peu de villages et où il est facile de se cacher.

Si les expatriés et les personnels congolais des ONG internationales sont toujours des cibles privilégiées, les victimes ne sont plus seulement l'élite sociale des zones urbaines. Désormais, même les couches les plus pauvres de la population sont victimes de ce crime qui s'étend en zone rurale, dans des villages reculés. Une étude portant sur 79 cas de kidnapping dans les chefferies de Bwisha et de Bwito au Nord-Kivu entre mars et octobre 2021 montre que les victimes sont principalement des agriculteurs et des petits commerçants, ainsi que quelques hommes d'église et des enseignants.²³ Dans les zones rurales, les notables des villages ne sont pas les seuls visés : les paysans sont kidnappés dans leurs champs. De même, dans les quartiers les plus pauvres de Goma, des enfants ont été enlevés contre des rançons de 50 \$.²⁴ Sur les routes, des camionneurs et des taximoto sont kidnappés.

Si, dans la plupart des cas, l'extorsion est le but en soi du kidnapping, il a aussi parfois d'autres motivations. Dans le cas des conflits fonciers, qui sont très fréquents au Nord et au Sud-Kivu, l'une des parties recourt au kidnapping de l'autre afin de la dissuader de faire valoir ses droits de propriété. Les victimes sont ainsi libérées, une fois qu'elles ont accepté de renoncer à leur revendication et qu'elles ont payé une rançon.²⁵ Ce type de kidnapping a parfois lieu au sein d'une même famille.

L'extorsion est devenue une forme de représailles largement pratiquée, une façon normale de régler ses comptes. Des contentieux politiques ou miniers, professionnels et familiaux (affaires d'adultères ou d'héritage, par exemple) conduisent parfois à des kidnappings. Par exemple, l'implantation de compagnies minières au Sud-Kivu, perçues comme des concurrentes par les orpailleurs congolais,

s'est accompagnée d'une série de kidnappings qui a débuté en 2017 et qui se poursuit encore. De même, certains kidnappings d'employés d'ONG ont pour motivation des litiges professionnels tels que des licenciements.²⁶

Le kidnapping s'est banalisé au point que de faux kidnappings sont parfois organisés. Des étudiants ont ainsi extorqué de l'argent à leurs familles en prétendant avoir été kidnappés, et des employés d'ONG ont fait de même au détriment de leurs employeurs. Parfois, la victime et les ravisseurs se connaissent et peuvent même être voisins.²⁷

Des exemples notables

L'affaire Bisimwa Ciharamagara

L'infirmier Bisimwa Ciharamagara a déclaré avoir été kidnappé le 9 septembre 2021 sur la place de l'Indépendance à Bukavu par ses propres frères dans le cadre d'un conflit familial. Ses frères s'estimaient lésés par leur père, qui avait donné une grande partie de la concession familiale à Bisimwa. Celui-ci a été retenu pendant 8 jours et le père de la victime a dû payer 3 000 \$ pour obtenir la liberté de son fils.²⁸

L'affaire Congo Bluant Mineral

En novembre 2019, la société minière chinoise Congo Bluant Mineral a été victime de deux kidnappings. Le 21 novembre 2019, des hommes armés, probablement membres du groupe armé Raia Mutomboki, ont attaqué le site d'extraction d'or de Kitumba, au bord de la rivière Elila, sur le territoire de Mwenga. Ils ont kidnappé trois travailleurs chinois. Les trois personnes enlevées ont été retrouvées un mois plus tard, le 21 décembre 2019, dans le secteur de Ngandja en territoire de Fizi, après avoir été abandonnées dans la forêt par leurs ravisseurs. Malades et très affaiblis, les otages ont expliqué que leurs ravisseurs leur avaient demandé de quitter le territoire de Mwenga et de cesser leurs activités d'exploitation de l'or dans la chefferie de Wamuzimu. Dans la nuit du 24 au 25 novembre 2019, des miliciens Raia Mutomboki ont attaqué un site minier de la société Congo Bluant Mineral dans le territoire de Shabunda et ont enlevé trois employés chinois. Ceux-ci ont également été libérés. La société, accusée par la population locale d'exploiter illégalement des sites aurifères, n'a pas confirmé si une rançon avait été versée ou non pour leur libération.²⁹

L'affaire Batachoka Jongu

Le 28 octobre 2019, à l'instigation de Justin Bitakwira, membre du parti de l'ancien ministre du Développement rural, le groupe Mai-Mai Smuzizi a enlevé Batachoka Jongu Joseph, responsable du Centre de développement communautaire de Kiringye, qui encadre les agriculteurs de la plaine de la Ruzizi. Les ravisseurs ont retenu l'otage pendant deux jours, l'ont torturé et ont exigé une rançon de 50 000 \$. Après négociations, une rançon de 610 \$, une chèvre et une caisse de bière ont été remises aux kidnappeurs. Pour faciliter la libération de l'otage, le président de l'assemblée provinciale et le gouverneur sont intervenus dans la négociation. Le but de ce kidnapping était d'intimider un acteur de la société civile qui était aussi un adversaire du parti de Bitakwira. La victime ayant reconnu le membre du parti à l'origine de son enlèvement, ce dernier a été envoyé à Kinshasa pour éviter d'être arrêté.³⁰

Un faux kidnapping

Selon le père de la victime, son fils de 23 ans a planifié sa détention au secret par des amis et a informé ses parents qu'il avait été kidnappé le 23 octobre 2020. Le jeune homme a été retenu dans un lieu secret par ses camarades pendant cinq jours et n'a été libéré qu'après paiement d'une rançon de 2 500 \$. L'escroquerie a été dévoilée, quand ces jeunes ont utilisé le montant de la rançon pour organiser une fête.³¹ ■



Des soldats congolais patrouillent sur la route reliant les villes de Kibirizi et de Bwito dans le territoire de Rutshuru, au Nord-Kivu. Rutshuru est devenu le haut-lieu du kidnapping et du recrutement de soldats rebelles dans la région. © Alex McBride/AFP via Getty Images

Mode opératoire

Les ravisseurs attaquent leurs victimes à la sortie de l'école,³² à leur domicile, dans les champs et sur les routes. Certaines routes commerciales très fréquentées de Goma et de Bukavu sont particulièrement dangereuses. Alors que le banditisme routier consistait autrefois à intercepter les bus pour dévaliser leurs passagers, il consiste désormais à les prendre en otages.

Les employés nationaux et étrangers des organisations internationales opérant au Nord et au Sud-Kivu, ainsi que leurs enfants, sont des cibles privilégiées en raison de leur situation financière. Les sociétés minières opérant dans la région ont été la cible de ravisseurs, tout comme les ONG et les agences de l'ONU. En février 2021, une tentative de kidnapping d'un convoi du Programme alimentaire mondial sur l'axe Goma-Rutshuru s'est soldée par la mort de l'ambassadeur d'Italie en RDC, de son garde du corps et d'un chauffeur.³³ Le 30 novembre 2021, deux agents du CICR ont été kidnappés sur la route Goma-Saké au Nord-Kivu, avant d'être libérés le 10 décembre.³⁴ En conséquence, les ONG, les agences de l'ONU et les entreprises privées ont mis en place des mesures de sécurité telles que des escortes de casques bleus pour les convois des agences de l'ONU et la location des services de militaires congolais par les sociétés minières chinoises.³⁵

Les otages sont retenus pendant des périodes allant de quelques heures à un mois. Les ravisseurs appellent les familles des otages au téléphone pour exiger des rançons qui varient entre 200 et 2 500 \$ pour les villageois ou les petits commerçants, et entre 500 et 5 000 \$ pour les employés congolais des ONG internationales. Dans le cas des expatriés, la rançon peut atteindre plusieurs dizaines de milliers de dollars. Dans les zones rurales, les ravisseurs exigent non seulement de l'argent liquide, mais aussi de la nourriture et des biens de consommation courante tels que des poulets, des

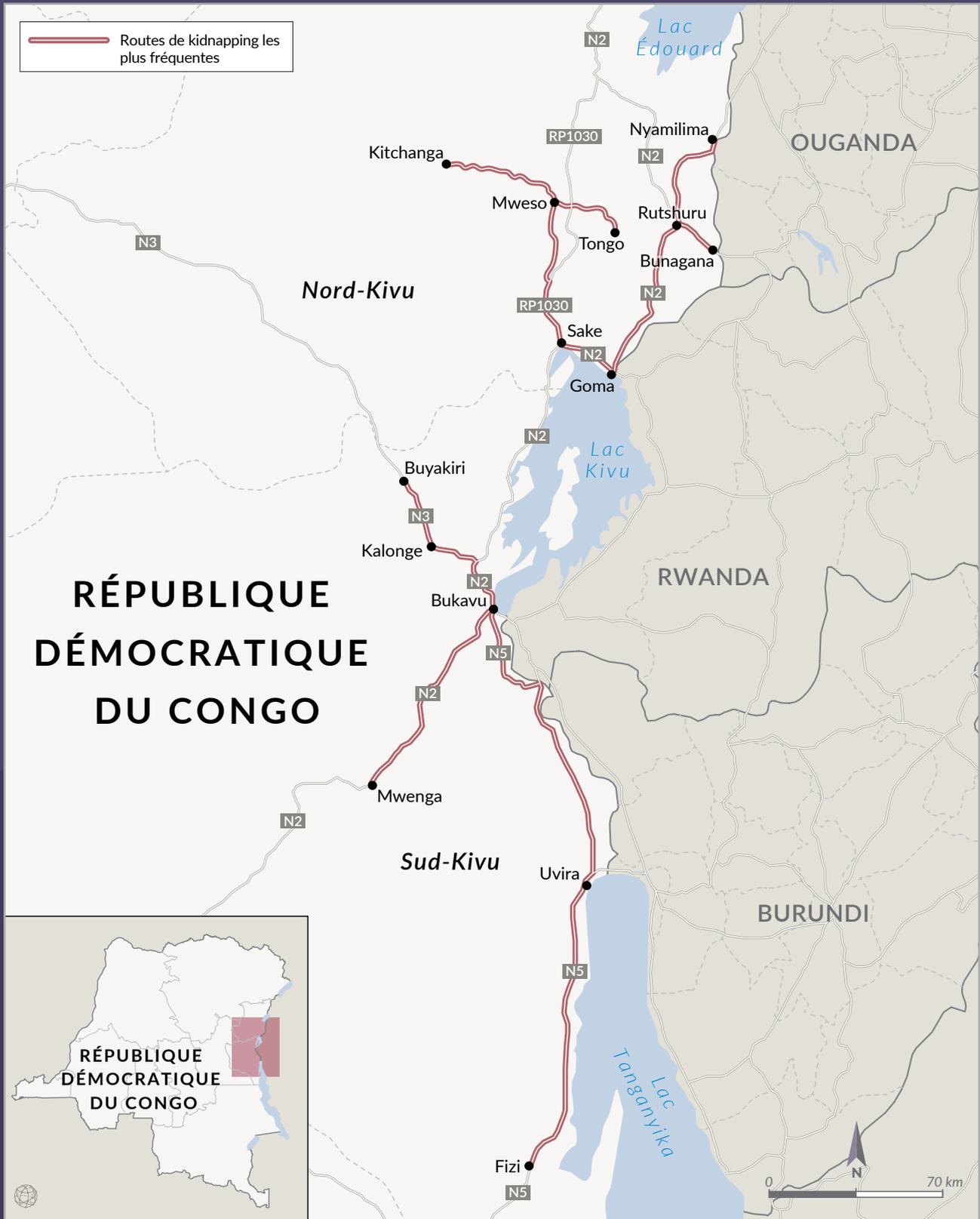


FIGURE 1 : Routes où les kidnappings sont les plus fréquents dans les provinces du Nord et du Sud-Kivu, RDC.

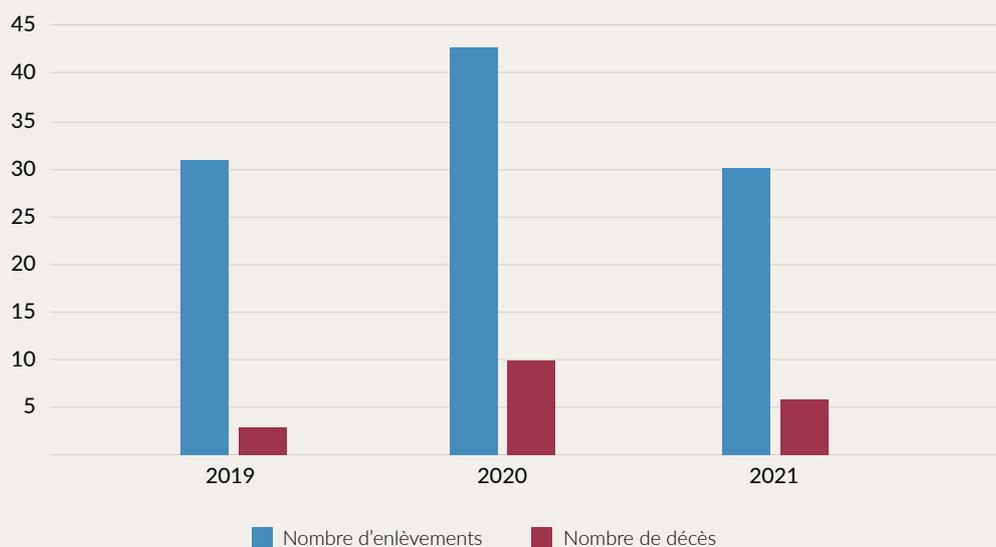


FIGURE 2 : Kidnappings de personnel d'ONG internationales dans l'Est de la RDC, 2019-2021.

NOTE : Étant donné que les kidnappings sont sous-déclarés et qu'ils ne sont pas systématiquement comptabilisés, les données présentées ici ne reflètent pas tous les kidnappings de personnel international commis au cours de cette période.

téléphones, des caisses de bière ou des cigarettes. Les ravisseurs ont souvent recours à la violence, soit au moment de l'enlèvement en cas de résistance de la part des otages, soit pendant la détention, afin de les dissuader de fuir ou de faire pression sur leur famille ou leur employeur.³⁶ Dans la plupart des cas, les victimes sont libérées après le versement de la rançon ; lorsque celle-ci n'est pas payée, les victimes sont généralement exécutées.

Des intermédiaires sont mobilisés, lorsqu'il s'agit d'otages importants, et donc de rançons importantes. Ces intermédiaires agissent en tant que négociateurs et sont souvent des autorités locales telles que des chefs traditionnels, des maires, des membres de l'administration locale, voire des chefs de groupes armés. Dans un cas notable, le chef d'un groupe armé bien connu, Yakutumba, a joué le rôle de négociateur dans la libération de quatre employés de l'ONG International Medical Corps (IMC), qui avaient été kidnappés au début du mois d'octobre 2021 par des hommes armés dans le village de Kalongwe, au Sud-Kivu. Yakutumba a négocié la rançon à la demande de l'armée censée le combattre.³⁷

Les téléphones portables jouent un rôle clé dans les kidnappings, non seulement pour contacter les proches et négocier les rançons, mais aussi pour faciliter les transferts d'argent.³⁸ Les ravisseurs ne demandent plus à être payés en cash, mais exigent que l'argent soit transféré vers des numéros de téléphone via des plateformes de paiement mobile. Ils possèdent parfois plusieurs dizaines de numéros et demandent que l'argent soit envoyé à différents numéros. Les seuls paiements qui se font encore « à l'ancienne », autrement dit avec de l'argent liquide déposé à des endroits indiqués par les ravisseurs, sont ceux réalisés par des gens très pauvres dans les zones rurales.

Bien que les kidnappings aient lieu toute l'année, ils ont tendance à augmenter avant les fêtes de fin d'année et avant la rentrée scolaire – des périodes où le besoin d'argent se fait sentir particulièrement dans les ménages congolais. Cela indique que les kidnappeurs participent aux fêtes traditionnelles et que leurs enfants sont scolarisés : loin d'être des hors-la-loi vivant en marge de la société, les ravisseurs sont plutôt des citoyens ordinaires.

Absence de réaction

La réaction des autorités à ce phénomène généralisé est largement insuffisante. Alors que les kidnappings restent impunis dans le Nord et le Sud-Kivu, les communautés développent des stratégies d'adaptation qui, malheureusement, ne résolvent pas le problème.

La police nationale congolaise (PNC) et les services de la justice sont totalement dépassés par l'ampleur de ce crime et ne lui accordent pas l'attention qu'il mérite. Si la PNC enquête sur les kidnappings d'étrangers, en revanche, elle ne traite pas de la même manière les kidnappings de Congolais. Dans le cas des kidnappings d'enfants, la PNC encourage généralement les familles à payer des rançons. Selon une mère de trois enfants pris en otages, lorsqu'elle a informé un policier du kidnapping de ses enfants, celui-ci lui a conseillé de payer les ravisseurs, qui ont empoché 1 500 \$.³⁹ De même, sans l'intervention des ambassades concernées à Kinshasa, les autorités des Kivus n'accordent guère d'attention aux kidnappings d'étrangers.⁴⁰

La réaction de la police et de la justice peut aggraver la situation, et il arrive que des membres des forces de police soient eux-mêmes kidnappés.⁴¹ Les arrestations et les procès sont rares par rapport au nombre de kidnappings connus, et leur issue est parfois décevante. À Goma, par exemple, un gang de femmes kidnappeuses a été jugé en 2017, mais la plupart des accusées ont été relâchées, faute de preuves.⁴² Au cours de l'année 2021, une vingtaine d'affaires de kidnapping ont été traitées par les tribunaux civils et une dizaine par les tribunaux militaires du Sud-Kivu,⁴³ tandis que les organisations de la société civile ont recensé 60 cas de kidnapping uniquement pendant le mois de juillet 2021 et dans un seul territoire, celui d'Uvira. La réponse des autorités est donc loin d'être à la hauteur du problème. En outre, les auteurs des kidnappings sont rarement condamnés lors des procès, faute de preuves, même si, dans les zones rurales, ils sont souvent connus de leurs victimes et de leurs voisins.⁴⁴

Le 3 mai 2021, le président a décrété l'état de siège dans les provinces de l'Ituri et du Nord-Kivu pour « endiguer ces graves menaces et sécuriser la population et ses biens ».⁴⁵ Les autorités civiles ont alors été remplacées par les autorités militaires. Initialement prévu pour un mois, l'état de siège a été prolongé et est toujours en vigueur en mai 2023. Cependant, l'état de siège n'a pas permis de réduire la criminalité en général ni les kidnappings en particulier au Nord-Kivu.⁴⁶ Au Sud-Kivu, en 2022, faute de réaction de la part des militaires déployés dans les Hauts-Plateaux, le groupe armé Yakutumba s'est substitué aux autorités et a lutté contre les kidnappeurs.⁴⁷



Le poste de police de Bukavu, au Sud-Kivu. Le manque de ressources entrave la réponse policière aux kidnappings commis dans l'Est de la RDC.

Photo : Justin Mwetaminwa

L'insuffisance de la réponse policière et judiciaire à cette forme de criminalité est due à son manque de professionnalisme et de moyens, à l'absence de coopération des compagnies de téléphonie mobile, à la corruption et à l'implication de l'armée. Comme les ravisseurs utilisent presque toujours des téléphones portables, ceux-ci pourraient être localisés et permettre d'identifier les auteurs. Cependant, les opérateurs téléphoniques refusent de divulguer des données lors des kidnappings. Ils ne communiquent ces données à la justice pénale que plusieurs semaines après l'incident et il est alors trop tard pour localiser et identifier les ravisseurs. Leur collaboration se limite généralement à fournir des preuves lors des procès, et certains considèrent leur réticence à s'impliquer davantage dans la lutte contre les kidnappings comme une forme de complicité.⁴⁸

En outre, la corruption est systémique au sein de la police et de la justice, qui sont fréquemment accusées d'avoir été soudoyées par les kidnappeurs arrêtés, voire d'être complices de leurs crimes. Ces accusations de complicité proviennent même des rangs de la police.⁴⁹

Il existe également des preuves de complicité entre les kidnappeurs et les militaires. Outre l'arrestation d'un capitaine déserteur et de ses hommes qui commettaient des kidnappings sur l'axe menant du parc de Kahuzi-Biega à Bunyakiri (Sud-Kivu), beaucoup s'interrogent sur la facilité avec laquelle les kidnappings ont lieu à proximité d'installations militaires. Par exemple, l'axe Goma-Rutshuru est l'un des plus dangereux, malgré le fort déploiement de l'armée congolaise, qui y stationne des troupes en permanence car il s'agit d'un axe stratégique. De nombreuses sources estiment que, sur cet axe, les kidnappings sont coorganisés par les militaires, les gangs et les groupes armés (notamment les FDLR, contre lesquels l'armée congolaise est censée lutter).⁵⁰ En novembre 2021, le kidnapping de deux agents du CICR sur l'axe Goma-Saké a eu lieu près d'un poste militaire.⁵¹

En février 2021, dans les villages de Luvungi et de Lemera au Sud-Kivu (plaine de la Ruzizi), quatre personnes ont été kidnappées par des hommes armés en tenues civiles. Les ravisseurs ont alors exigé une rançon de 2 500 \$ par otage, mais au cours des négociations, deux d'entre eux ont été identifiés comme étant les gardes du corps du colonel commandant le bataillon basé à Luvungi. Après avoir passé quatre mois à Luvungi, le colonel avait pu s'offrir un 4x4 d'une valeur de 45 000 \$. Les habitants de la région ont organisé des manifestations pour exiger son remplacement et ont obtenu gain de cause.⁵²

En 2020, au Nord-Kivu, deux présumés kidnappeurs, Héritier Garuku et Claude Fate, se sont réfugiés au sein du 3416^e régiment d'infanterie, dont l'implication dans les kidnappings est publiquement dénoncée par les communautés de la région.⁵³ Bien que l'auditeur militaire et le parquet de Rutshuru aient demandé à plusieurs reprises le transfert des deux ravisseurs, le commandant du régiment n'a jamais accédé à leurs demandes. Les deux suspects ont finalement été transférés à la base militaire de Rumangabo pour échapper à l'enquête de l'auditeur militaire de Rutshuru.⁵⁴ Ce dernier, le major William Assani a été assassiné par des inconnus le 3 mars 2021 lors d'un déplacement entre Goma et Rutshuru. L'embuscade a eu lieu à Katala, une zone où est déployé le 3416^e régiment.⁵⁵

Face à la passivité, voire à la complicité des services de sécurité et du pouvoir judiciaire, les civils ont développé plusieurs stratégies d'adaptation. La première d'entre elles est la méfiance à l'égard des forces de sécurité. Ainsi, dans la plupart des cas, les membres des familles des otages évitent d'informer la police ou d'autres autorités au sujet du kidnapping pour ne pas aggraver leur situation. Ils craignent d'être obligés de verser plus d'argent à la police pour qu'elle mène une enquête et de mettre en danger les otages en raison de la complicité probable des forces de police avec les ravisseurs.⁵⁶

Une autre stratégie consiste à exercer une pression sur les autorités, tant sur le plan public que collectif. Au Nord et au Sud-Kivu, il y a déjà eu des mobilisations communautaires contre certains officiers, qui étaient perçus comme des chefs de gangs. Ces mobilisations, souvent soutenues par des associations locales et des élus locaux, aboutissent parfois à la mise à l'écart de la personne en question. Au-delà de ce type de solution à court terme, certains élus tentent de faire pression sur l'ensemble des acteurs de la sécurité. En l'occurrence, suite à la recrudescence des kidnappings et des meurtres d'enfants dans la ville d'Uvira au début de l'année 2021, le député national d'Uvira, Claude Misare, a demandé aux services de sécurité et aux chefs locaux de renforcer la sécurité de la ville.⁵⁷ Il a interpellé le maire de la ville, a demandé à la Direction générale des migrations (DGM) de mieux contrôler les entrées à la frontière congolo-burundaise et a encouragé la population à signaler tous les cas suspects et les personnes dépourvues de pièces d'identité.⁵⁸

Enfin, une autre stratégie consiste à pratiquer la justice populaire. Depuis 2020, dans le territoire de Rutshuru, très touché par les kidnappings, les domiciles des familles des présumés kidnappeurs sont incendiés et plusieurs personnes soupçonnées d'être des kidnappeurs ont été tuées.⁵⁹ Les lynchages ne sont pas rares⁶⁰ et, lors du kidnapping d'enfants à Uvira, des habitants en colère ont organisé une manifestation le 30 juin 2021 dans le but de retrouver les criminels responsables et de les traduire en justice. La manifestation s'est soldée par trois morts : un kidnappeur présumé, un policier et un jeune manifestant. Aucune de ces stratégies n'a cependant permis de réduire le nombre de kidnappings.



CONCLUSION

L'explosion du business du kidnapping dans l'Est de la RDC est un phénomène criminel relativement récent. Depuis deux décennies, les Nations Unies documentent les crimes commis par les groupes armés et les forces de sécurité congolaises.⁶¹ La nouvelle pratique du kidnapping par ces deux entités confirme la diversification constante de leurs sources de financement. De l'exploitation illégale des sites miniers au commerce du charbon de bois, en passant par les péages illégaux sur les routes et les trafics en tous genres, les groupes armés et les militaires exploitent toutes les opportunités économiques que leur offre l'usage de la coercition. Ce faisant, ils jouent un rôle de premier plan dans l'économie criminelle de la région. Le kidnapping est une nouvelle forme de racket qu'ils ont ajoutée à leur vaste dispositif d'extorsion – qui leur permet de vivre aux dépens de la population et qui contribue à l'appauvrissement de celle-ci.

Les kidnappings accentuent l'insécurité dans les villes et les villages du Nord et du Sud-Kivu, et entraînent un grand nombre de conséquences néfastes pour les habitants. Les victimes souffrent souvent de traumatismes physiques et psychologiques, notamment de troubles mentaux dus au stress post-traumatique. Lorsque les victimes ont subi des violences sexuelles, elles peuvent être stigmatisées et rejetées par leurs familles ou maris. Désormais, d'anciens otages, qui sont agriculteurs, ont peur de cultiver leurs champs et perdent ainsi leur moyen de subsistance.

Étant donné que les kidnappings n'épargnent plus les pauvres, ils accentuent la précarité financière. Pour payer les rançons, les familles des victimes sont parfois contraintes d'emprunter de l'argent ou de vendre leurs rares biens (maisons ou terres), se retrouvant ainsi dépourvues de sources de revenus. Sauf dans le cas des employés congolais des organisations internationales, les familles des kidnappés supportent seules la charge de la rançon, ce qui leur cause de graves difficultés financières.⁶²

Le business du kidnapping met en lumière les liens étroits entre les forces de sécurité et celles qui alimentent l'insécurité dans les Kivus. La coopération de l'armée avec les acteurs criminels signifie que les militaires ont inversé leur mission : au lieu de combattre les groupes armés, ils ont établi un modus vivendi avec eux et participent à leurs activités criminelles de plusieurs manières. Ils leur fournissent des armes, des informations, voire des protections, et monnayent leur bienveillante inaction.

En définitive, les forces de sécurité ne sont plus un recours pour lutter contre la criminalité, dans la mesure où elles en sont largement responsables. La police ne peut pas limiter les abus de l'armée, qui jouit historiquement de privilèges exorbitants. La proclamation de l'état de siège par le gouvernement ne fait que renforcer le pouvoir de l'armée, rendant impossible une réponse plus vigoureuse de la part



Le business du kidnapping révèle les relations étroites entre les forces de sécurité et celles qui alimentent l'insécurité dans le Nord et le Sud-Kivu. © Alex McBride/AFP via Getty Images

de la police. Étant donné que les autorités policières et militaires ne veulent pas s'attaquer au business du kidnapping, les Kivutiens doivent s'organiser pour forcer le gouvernement à agir contre les ravisseurs.

Avec la généralisation de cette pratique criminelle, les ravisseurs et les victimes sont issus de tous les milieux sociaux. Poussés par la pauvreté, des gens ordinaires se tournent vers le kidnapping par nécessité et se professionnalisent au fil du temps. Souvent, ce ne sont pas des kidnappeurs à plein temps : ils participent à des activités légales et illégales, et forment des bandes armées ou des gangs relativement éphémères (comme le montre le caractère saisonnier des kidnappings). L'expansion sociale du brigandage est le symptôme du basculement d'une partie croissante de la population dans la criminalité opportuniste comme stratégie de survie. Cette criminalisation de la société conduit à la banalisation et à l'augmentation de la violence, créant ainsi au fil du temps un cercle vicieux : la pauvreté conduit à la criminalisation de la société, qui à son tour conduit à l'augmentation de la violence, qui conduit à plus de pauvreté.

Le business du kidnapping montre également l'adaptation rapide des criminels à l'évolution technologique, y compris dans une société non industrialisée. Le système de « Mobile Money », qui se généralise au sein de la population kivutienne, a été immédiatement adopté par les ravisseurs pour réduire le risque d'identification, voire d'arrestation, lors de la remise d'une rançon.

Recommandations

Afin d'enrayer le recours généralisé au kidnapping dans l'Est de la RDC, les actions suivantes sont recommandées :

- Les leaders d'opinion (notamment les médias, les élus, les organisations de la société civile et les églises) devraient exiger une rotation régulière des unités militaires dans les Kivus. Celles-ci ne devraient pas être stationnées plus d'un an sur le même territoire.
- Les journalistes devraient enquêter sur les activités criminelles des unités militaires et sur leur implication dans le business du kidnapping. Sur la base de ces enquêtes, les communautés concernées devraient faire pression publiquement et collectivement sur les autorités gouvernementales pour qu'elles prennent des sanctions pénales à l'encontre des militaires responsables, plutôt que de se contenter de les déplacer.

- Des formations anti-kidnapping devraient être organisées pour les groupes particulièrement touchés ou ciblés (notamment les employés des ONG, les chauffeurs de bus et les étudiants). Bien que certaines organisations internationales offrent déjà cette formation, elle devrait aussi être étendue aux Congolais par le biais d'organisations professionnelles et d'établissements d'enseignement.
- Des actions préventives doivent être menées. La pauvreté conduisant à la criminalisation de la société, le gouvernement et les bailleurs de fonds doivent faire de la lutte contre la pauvreté une priorité dans cette région, tout en renforçant les efforts de sécurisation.
- Afin de limiter l'utilisation des transferts d'argent par téléphone mobile pour le paiement de rançons, les compagnies de téléphonie mobile doivent coopérer pleinement et rapidement aux enquêtes. Le gouvernement congolais doit se saisir de cette question et parvenir à un accord avec les opérateurs de téléphonie sur les modalités de leur collaboration avec la police et la justice.



NOTES

- 1 Julian Rademeyer, *Held to Ransom: An overview of Mozambique's kidnapping crisis*, Global Initiative Against Transnational Organized Crime (GI-TOC), 20 décembre 2015, <https://globalinitiative.net/analysis/held-to-ransom-an-overview-of-mozambiques-kidnapping-crisis>.
- 2 Kidnappings à Lubumbashi : les autorités appellent les enfants à la vigilance, Radio Okapi, 24 juillet 2021, <https://www.radiookapi.net/2021/07/24/actualite/securite/kidnappings-lubumbashi-les-autorites-appellent-les-enfants-la>.
- 3 Il y a environ 120 groupes armés dans l'Est de la RDC. Groupe d'étude sur le Congo et NYU/CIC (Center on International Cooperation), *The Landscape of Armed Groups in Eastern DRC*, Kivu Security Tracker, février 2021, <https://kivusecurity.nyc3.digitaloceanspaces.com/reports/39/2021%20KST%20report%20EN.pdf>.
- 4 Human Rights Center, *Vivre dans la peur : une étude réalisée au sein de la population sur la paix, la justice et la reconstruction sociale dans l'Est de la République démocratique du Congo*, août 2008, <https://humanrights.berkeley.edu/sites/default/files/publications/living-with-fear-french-trans.-august-2008.pdf>.
- 5 RDC : Félix Tshisekedi crée le Programme de désarmement, démobilisation, relèvement, communautaire et stabilisation, Actualité CD, 5 juillet 2021, <https://actualite.cd/2021/07/05/rdc-felix-tshisekedi-cree-le-programme-de-desarmement-demobilisation-relevement>.
- 6 Entretiens avec des membres de la société civile, Goma et Rutshuru, novembre 2011.
- 7 Entretien avec un officier de police chargé de la protection des enfants, Goma, 3 novembre 2021.
- 8 Groupe de recherche sur les conflits, *Conflit et transformation sociale à l'Est de la RDC*, 2004.
- 9 Agence d'Information d'Afrique Centrale, Nord-Kivu : les trois humanitaires enlevés enfin libres, 8 mars 2016, <https://www.adiac-congo.com/content/nord-kivu-les-trois-humanitaires-enleves-enfin-libres-47167> ; *Three ICRC workers kidnapped in DRC*, News24, <https://www.news24.com/News24/three-icrc-workers-kidnapped-in-drc-20160503>.
- 10 RD Congo : deux touristes britanniques enlevés avec leur chauffeur, *Le Parisien*, 12 mai 2018, <https://www.leparisien.fr/international/rd-congo-deux-touristes-britanniques-enleves-avec-leur-chauffeur-12-05-2018-7712139.php>.
- 11 Entretien avec des membres de la société civile, Goma et Rutshuru, novembre 2021.
- 12 Ibid.
- 13 Entretiens avec des membres de la société civile, Goma, novembre 2021.
- 14 Human Rights Watch, *DR Congo: Kidnappings Skyrocket in East*, 16 décembre 2015, <https://www.hrw.org/news/2015/12/16/dr-congo-kidnappings-skyrocket-east> ; RDC : des imams tanzaniens kidnappés à Rutshuru, Radio Okapi, 5 août 2015, <https://www.radiookapi.net/actualite/2015/08/05/rdc-des-imams-tanzaniens-kidnappes-rutshuru> ; Nord-Kivu : une ONG dénonce la récurrence des kidnappings à Rutshuru et Lubero, Radio Okapi, 31 octobre 2016, <https://www.radiookapi.net/2016/10/31/actualite/securite/nord-kivu-une-ong-denonce-la-recurrence-des-kidnappings-rutshuru-et> ; Ester Nsapu, RDC : L'insupportable business du Kidnapping dans le Rutshuru, *La Libre Afrique*, 26 avril 2018, <https://afrique.lalibre.be/18374/rdc-linsupportable-business-du-kidnapping-dans-le-rutshuru/>.
- 15 Pour en savoir plus, voir Jean Battory et Thierry Vircoulon, 2017, une année non électorale. Cartographie analytique des « points chauds » de la République démocratique du Congo, Institut français des relations internationales (IFRI), mars 2018, <https://www.ifri.org/fr/publications/notes-de-lifri/2017-une-annee-non-electorale-cartographie-analytique-points-chauds-de>.
- 16 Goma au défi des violents rapt d'enfants, VOA, 20 novembre 2017, <https://www.voaafrique.com/a/maman-on-me-tue-en-rdc-goma-au-defi-des-violents-rapts-d-enfants/4126280.html> ; En RDC, les enfants volés de Goma, *Le Monde*, 8 février 2018, https://www.lemonde.fr/afrique/article/2018/02/08/en-rdc-les-enfants-voles-de-goma_5253829_3212.html ; Cosmas Kakola, À Goma, les kidnappeurs d'enfants sont nos voisins, *Habari RDC*, 23 décembre 2017, <https://habarirdc.net/kidnappeurs-enfants-goma-voisins-payer-rancon-nord-kivu-rdc/>.

- 17 Entretiens avec des membres de la société civile, Bukavu et Goma, juillet 2017 et novembre 2021.
- 18 En raison de ses réseaux communautaires de longue date, le Sud-Kivu a été la première province de la RDC à mettre en place un Conseil régional des ONG de développement, suivi par les autres provinces dans les années 1990.
- 19 Est de la RDC : le kidnapping d'enfants, un business florissant, Anadolu Agency, 16 juin 2017, <https://www.aa.com.tr/fr/afrique/est-de-la-rdc-le-kidnapping-denfants-un-business-florissant/842898>.
- 20 Marc-André Lagrange et Thierry Vircoulon, Criminels ou justiciers? Les Kuluna, gangs de République démocratique du Congo, GI-TOC, mai 2021, <https://globalinitiative.net/analysis/kuluna-gangs-democratic-republic-congo/>.
- 21 Human Rights Watch, *DR Congo: Gangs Kidnap, Rape in National Park*, 30 juillet 2020, <https://www.hrw.org/news/2020/07/30/dr-congo-gangs-kidnap-rape-national-park>.
- 22 Entretiens avec des membres d'ONG, Goma, novembre 2021.
- 23 Synergie des jeunes pour le développement et les droits humains, Fiche de monitoring des incidents de kidnapping dans le territoire de Rutshuru, de mars à octobre 2021.
- 24 Interview avec des membres de la société civile, Goma, novembre 2021.
- 25 Entretien avec le bureau de coordination de la société civile, Bukavu, 22 octobre 2021.
- 26 Entretien téléphonique avec un membre d'une ONG, Goma, janvier 2022.
- 27 À Goma, les kidnappeurs d'enfants sont nos voisins, Habari RDC, 23 décembre 2017, <https://habarirdc.net/kidnappeurs-enfants-goma-voisins-payer-rancon-nord-kivu-rdc/>.
- 28 Entretien avec Bisimwa Ciharamagara, Bukavu, 8 novembre 2021.
- 29 Entretien téléphonique avec le responsable des relations publiques de Congo Bluant Mineral, 20 octobre 2021 ; Sud-Kivu : les 3 sujets chinois enlevés depuis un mois dans le Mwenga, retrouvés dans un état critique à Lulimba, L'Interview.CD, 22 décembre 2019, <https://l'interview.cd/sud-kivu-les-3-sujets-chinois-enleves-depuis-un-mois-dans-le-mwenga-retrouves-dans-un-etat-critique-a-lulimba> ; Ministère des mines, Note d'information du 13 janvier 2020 à la bienveillante attention de son excellence M. le Premier ministre, 13 janvier 2020 ; Action des Chrétiens Activistes des Droits de l'Homme à Shabunda et l'International Peace Information Service (IPIS), Analyse des incidents dans la chaîne d'approvisionnement de l'exploitation minière artisanale dans le territoire de Shabunda (Sud-Kivu), mai 2020, https://ipisresearch.be/wp-content/uploads/2020/07/07.2020_Voix_du_Congo_ACADOSHA.pdf.
- 30 Entretien téléphonique avec la victime Batachoka Jongo Joseph, 21 octobre 2021.
- 31 Entretien avec le fondateur de la Maman Sophie School, Goma, 9 septembre 2021.
- 32 Nord-Kivu : tentative d'enlèvement des élèves dans une école à Beni, Radio Okapi, 12 mai 2021, <https://www.radiookapi.net/2021/05/12/actualite/securite/nord-kivu-tentative-denlevement-des-eleves-dans-une-ecole-beni>.
- 33 RD Congo : l'ambassadeur d'Italie a-t-il été victime du « business du kidnapping » ?, *Le Soir*, 23 février 2021, <https://www.lesoir.be/356967/article/2021-02-23/rd-congo-lambassadeur-ditalie-t-il-ete-victime-du-business-du-kidnapping>.
- 34 Entretien avec le personnel du CICR, Goma, décembre 2021.
- 35 Entretien avec des membres d'ONG, Goma, novembre 2021 ; Justin Mwetaminwa et Thierry Vircoulon, Un scandale sino-congolais : l'exploitation illégale des mines et des forêts par les entreprises chinoises au Sud-Kivu, octobre 2021.
- 36 Entretiens avec des victimes des villages de Luvungi et de Sange et avec des membres de la police antigang du Sud-Kivu, 23 septembre 2021.
- 37 Entretien avec un membre de la famille d'une des victimes, Bukavu, 8 octobre 2021 ; RDC : après quatre jours d'otage, les trois agents de IMC et un infirmier sont libérés par des bandits armés à Fizi, Actualité CD, 9 octobre 2021, <https://actualite.cd/2021/10/09/rdc-apres-quatre-jours-dotage-les-trois-agents-de-imc-et-un-infirmier-sont-liberes-par>.
- 38 À l'instar d'autres pays africains, la RDC connaît depuis quelques années un véritable engouement pour le « Mobile Money ». Tous les opérateurs de téléphonie mobile en RDC proposent des systèmes de paiement mobile (transfert d'argent, épargne, recharge de crédit, paiement de factures, etc.), sans que le numéro de téléphone de l'abonné ne soit lié à un compte bancaire. On estime qu'il y a actuellement plus de 2 millions d'utilisateurs actifs de services financiers par téléphone en RDC, sur un total de 35 millions d'abonnés à la téléphonie mobile. RDC : l'inclusion financière par le « Mobile Banking », Financial Afrik, 8 juillet 2016, <https://www.financialafrik.com/2016/07/08/rdc-linclusion-financiere-par-le-mobile-banking/>.
- 39 Entretien avec une mère d'enfants kidnappés en juillet 2021, Bukavu, novembre 2021.
- 40 Entretiens téléphoniques avec des membres d'ONG, Goma, janvier 2022.
- 41 RDC : un commandant de la police kidnappé par des miliciens à Lubero, Radio Okapi, 1 juillet 2017, <https://www.radiookapi.net/2017/07/01/actualite/securite/rdc-un-commandant-de-la-police-kidnappe-par-des-miliciens-lubero>.
- 42 Femmes accusées de kidnapping : 2 peines de prison et 3 acquittements prononcés, Radio Okapi, 8 juin 2017, <https://www.radiookapi.net/2017/06/08/actualite/justice/>

- femmes-accusees-de-kidnapping-2-peines-de-prison-et-3-acquittements.
- 43 Entretien avec le premier président de la Cour militaire du Sud-Kivu, Bukavu, 10 novembre 2021.
 - 44 Entretiens avec des membres de la société civile, Goma et Rutshuru, novembre 2021.
 - 45 Ordonnance du 3 mai 2021 portant proclamation de l'état de siège sur une partie de la République démocratique du Congo, Cabinet du Président de la RDC, 3 mai 2021.
 - 46 Goma, ville sous état de siège : À Goma, les kidnappings d'enfants continuent, Radio France Internationale, 13 novembre 2021, <https://www.rfi.fr/fr/podcasts/reportage-afrique/20211112-goma-ville-sous-%C3%A9tat-de-si%C3%A8ge-2-3-%E2%80%93-%C3%A0-goma-les-kidnapping-d-enfants-continuent> ; Adolphe Agenonga, Est de la RDC : le paradoxe d'un état de siège et d'une insécurité grandissante, Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP), 2021, <https://grip.org/est-rdc-paradoxe-etat-siege-insecurite-grandissante>.
 - 47 Entretien avec des membres d'ONG, Bukavu, décembre 2022.
 - 48 Cette affirmation a souvent été répétée lors d'entretiens et prononcée publiquement lors d'une émission de radio consacrée au problème des enlèvements. Comment mettre fin au phénomène kidnapping ?, Radio Okapi, 1 décembre 2020, <https://www.radiookapi.net/2020/12/01/emissions/okapi-service/comment-mettre-fin-au-phenomene-kidnapping>.
 - 49 Entretien avec un membre du commissariat provincial de la PNC, Bukavu, 10 novembre 2021.
 - 50 Entretiens avec des membres d'ONG, Goma, novembre 2021.
 - 51 Entretien avec du personnel du CICR, Goma, décembre 2021.
 - 52 Entretiens téléphoniques avec des membres de la société civile à Luvungi et à Lemera, 10 novembre 2021.
 - 53 Émission télévisée sur la mobilisation publique contre le 3416^e régiment : Nord-Kivu : La population de Rutshuru réclame la mutation du 3416 Régiment FARDC, b-one TV Congo, YouTube, <https://www.youtube.com/watch?v=yoZlkeUc7kU>.
 - 54 Entretiens avec des membres de la société civile, Goma et Rutshuru, novembre 2021.
 - 55 Nord-Kivu : l'auditeur militaire du Parquet de Rutshuru est mort dans une embuscade des hommes armés à Katala, Radio Okapi, 3 mars 2021, <https://www.radiookapi.net/2021/03/03/actualite/securite/nord-kivu-lauditeur-militaire-du-parquet-de-rutshuru-est-mort-dans-une>.
 - 56 Entretiens avec des membres d'ONG, Goma, novembre 2021.
 - 57 Déclaration du député national Claude Misare suite à l'enlèvement de deux écoliers d'une même famille (Christian Kalulu et sa sœur Hélène Fatuma) sur le chemin de l'école le 28 juin 2021.
 - 58 Phénomène Kidnapping et tueries d'enfants à Uvira : le député Claude Misare invite les services de sécurité et les autorités locales à jouer pleinement leur rôle, L'Interview.CD, 3 juillet 2021, <https://l'interview.cd/phenomene-kidnapping-et-tueries-denfants-a-uvira-le-depute-claude-misare-invite-les-services-de-securite-et-les-autorites-locales-a-jouer-pleinement-leur-role/>.
 - 59 Entretiens avec des membres de la société civile, Rutshuru, novembre 2021.
 - 60 Nord-Kivu : 6 jeunes présumés kidnappeurs d'un enfant lynchés par la population à Kitshanga, Radio Okapi, 8 mars 2021, <https://www.radiookapi.net/2021/03/08/actualite/securite/nord-kivu-6-jeunes-presumes-kidnappeurs-dun-enfant-lynches-par-la>.
 - 61 Le Bureau conjoint des Nations Unies pour les droits de l'homme en République démocratique du Congo (BCNUDH) et le Groupe d'experts des Nations Unies sur la RDC ont produit des rapports sur ce sujet.
 - 62 Enlèvement des enfants à Goma : le calvaire des parents pauvres pour payer les rançons, Radio Okapi, 12 juin 2017, <https://www.radiookapi.net/2017/06/12/actualite/societe/enlevement-des-enfants-goma-le-calvaire-des-parents-pauvres-pour-payer>.



**GLOBAL
INITIATIVE**
AGAINST TRANSNATIONAL
ORGANIZED CRIME

À PROPOS DE GLOBAL INITIATIVE

The Global Initiative Against Transnational Organized Crime (l'Initiative mondiale contre la criminalité organisée transnationale, GI-TOC) est un réseau international de plus de 600 experts répartis aux quatre coins de la planète. Elle offre une plateforme pour promouvoir un débat plus large et des approches innovantes comme fondements d'une stratégie mondiale inclusive contre le crime organisé.

www.globalinitiative.net